

Le droit de savoir : Saint-Louis et les défis de l'exploitation du gaz

Par Ibrahima Thiam



Un pêcheur Getty Darien en face de la plateforme de BP

S'il y a un sujet qui domine actuellement le débat public parmi les habitants de Saint-Louis, la deuxième plus grande ville du Sénégal, ce n'est ni le débat autour d'un éventuel troisième mandat du président sénégalais Macky Sall, ni la catastrophe environnementale qui menace la région (qui comprend l'érosion côtière, l'élévation du niveau de la mer et l'évolution des conditions climatiques). Au lieu de cela, ce sont les gisements de gaz au large des côtes de la ville et l'intention de l'État sénégalais de les exploiter à partir de 2023 (en coopération avec la compagnie pétrolière et gazière britannique BP) qui sont au centre de toutes les discussions.

Partout à Saint-Louis, le gaz est le seul sujet sur les lèvres. Dans le reste du pays, on rêve que le démarrage de la production de pétrole et de gaz permettra au Sénégal d'entrer dans une nouvelle ère, qui pourrait devenir un tournant économique pour le pays. Au large de Saint-Louis, à la frontière sénégal-mauritanienne, BP a construit des installations d'extraction de gaz, avec l'idée qu'il serait liquéfié dans un terminal puis vendu sous forme de gaz naturel liquéfié (GNL). La production devrait commencer en 2023, avec une capacité initiale d'environ 2,5 millions de tonnes par an. À long terme, ce chiffre devrait atteindre 10 millions de tonnes par an. Entre 2023 et 2025, le Sénégal prévoit que ses revenus tirés de l'extraction de gaz [atteindront 888 milliards de francs CFA](#)ⁱⁱ (environ 1,4 milliard d'euros).

Malgré cela, l'ambiance à Saint-Louis est loin d'être euphorique ; elle est plutôt préoccupante pour la communauté de pêcheurs qui pêche dans la région depuis mille ans. Pour eux, la pêche n'est pas seulement une activité économique, mais elle fait aussi partie de leur culture : elle a une dimension rituelle, récréative et sociale. La pêche est étroitement liée aux formes de vie communautaire qui y existent. Ainsi, des types

particuliers de solidarité entre les pêcheurs persistent — par exemple, ils fournissent toujours du poisson à ceux qui sont à la retraite et qui ne peuvent plus travailler. Toute la vie d'un pêcheur est organisée autour de la capture du poisson. Les cérémonies religieuses, les réunions et les baptêmes sont tous déterminés par le calendrier de pêche. Lorsqu'un vieux pêcheur meurt, il n'est pas rare qu'une partie de sa pirogue [\[A1\]](#), ou bateau de pêche, soit enlevée et utilisée pour marquer sa tombe. Plus de 20 000 pirogues pêchent le long des 700 kilomètres de côtes du Sénégal, [où elles rivalisent avec environ 160 bateaux de pêche industrielle](#)ⁱⁱⁱ.

Nous avons mené des entretiens avec plusieurs personnes touchées par les récents développements sur la problématique du gaz, à Saint-Louis et dans son quartier de pêcheurs Guet N'Dar sur la situation actuelle.

Ce que disent les pêcheurs



Photo : Moustapha Dieng, Secrétaire Général Adjoint de l'Union Nationale des Syndicats Autonomes du Sénégal (UNSAS)

Avec Moustapha, dans une pirogue, un petit bateau, nous nous sommes approchés à moins de 600 mètres de la plate-forme gazière, et nous avons enregistré ce qu'il avait à dire sur la production de gaz:

« Nous sommes ici près de la plateforme Grande Tortue Ahmeyin (GTA), située à la frontière entre le Sénégal et la Mauritanie, où BP commencera la production de gaz au premier trimestre 2023.

Toute la communauté de pêcheurs de la région de Saint-Louis est inquiète. Saint-Louis est la capitale de la pêche, si l'on considère le nombre de pirogues, le nombre de poissons capturés et les différentes méthodes de pêche utilisées.

Depuis le 16^{ème}siècle, la communauté locale de pêcheurs a toujours vécu de la capture du poisson. Et maintenant, une nouvelle activité arrive dans la région qui concurrencera la pêche. Le principal problème est que BP veut ériger sa plate-forme ici même à Diatara, la zone avec la plus forte population de poissons.

Nos grands-pères, nos pères et nous-mêmes avons toujours pêché pour garder le pays en vie. Nous nous demandons pourquoi la plate-forme sera érigée ici à Diatara - alors que les puits sont à 125 kilomètres et que le gaz sera pompé jusqu'à 85 kilomètres plus loin par gazoducs? Pourquoi n'ont-ils pas choisi un autre emplacement pour la construction de la plate-forme alors que c'est précisément le récif où vivent les poissons?

Maintenant, les pêcheurs sont dans un tumulte. Nous qui sommes parents sommes très inquiets. Nous savons que rien ne pourra empêcher nos enfants de pêcher autour de la plate-forme à l'avenir. Ils n'ont pas d'autre choix et ils doivent vivre. Ils doivent survivre.

Comment les gens peuvent-ils retirer du pain de la bouche des pêcheurs et les remplir d'huile à la place, sans aucune forme de compensation?

Nos lois sont très claires à cet égard. L'article 57 du Code pétrolier [révisé en 2019] traite de l'indemnisation. Nous appelons donc nos États à faire quelque chose. Nous appelons l'État sénégalais à entamer des négociations entre les trois parties concernées – les organisations de pêche, les compagnies pétrolières et l'État. Ces négociations doivent discuter des compensations et déterminer comment BP peut compenser les pertes subies avant même le début de la production de gaz, si les pêcheurs ne pourront plus pêcher à Diatara à l'avenir. Cela permettrait aux pêcheurs de s'adapter à la situation et, si nécessaire, d'obtenir un meilleur équipement pour leur permettre de se rendre dans d'autres lieux de pêche potentiellement plus éloignés, afin de pouvoir gagner suffisamment pour survivre ».

Omar Ndiaye, président de l'association de soutien socio-économique des pêcheurs et des acteurs de la pêche à Saint-Louis (RESSCO)

« Pour nous, pêcheurs, la découverte de gaz au large de Saint-Louis pose de multiples problèmes. Chaque année, les pêcheurs de Saint-Louis dépensent environ 20 milliards de francs CFA (environ 20 millions d'euros) en carburant pour leurs bateaux.

Aucune des méthodes de pêche utilisées dans le passé n'est plus possible. Nous vivons cette situation depuis trois ans maintenant. Mais nous ne pouvons pas quitter l'océan. Si quelqu'un vous enlevait votre champ sans vous indemniser, il agirait injustement. Ça ne marchera pas. Nous devons nous préparer aux conflits ».



Photo Rls : Omar Ndiaye

L'océan est notre seule source de subsistance – il porte tous nos espoirs. Nous pêchons sur ce récif depuis plus de 1 150 ans. C'est notre héritage. Ceux d'entre nous qui vivent dans la région sont furieux de cette injustice. Ils ne peuvent pas simplement nous empêcher d'accéder à l'océan, ou confisquer nos bateaux et notre équipement, comme le font les gardes en patrouille lorsque nous pêchons près du récif malgré l'interdiction. Nous ne nous contenterons pas de prendre cette injustice à la légère.

Lors des premières consultations, les poissonniers ont été invités à participer aux discussions, mais pas les pêcheurs. Lors de la visite du président français Emmanuel Macron à Saint-Louis, il a déclaré que les pêcheries ne seraient pas affectées. Nous exigeons une indemnisation, et elle doit être à la hauteur des pertes et des dommages auxquels nous devons faire face. Nous exigeons également que tout le monde dans l'industrie de la pêche soit pris en compte. »

La voix des femmes



Photo RLS : Yaye Meissa Gueye, vendeuse et résidente du district de pêcheurs de Guet N'Dar

« J'appartiens à l'une des plus anciennes familles de pêcheurs de Saint-Louis. La pêche a toujours été le moyen le plus important pour les habitants de Guet N'Dar de gagner leur vie. L'État sénégalais estime que la production de gaz au large de Saint-Louis est une opportunité économique, mais nous pensons le contraire. La plate-forme gazière sur le récif le plus important de l'océan a déjà commencé à faire ses premières victimes.

Les espèces de poissons qui étaient ici, comme le *thiof* (mérrou blanc) et le *diaragne* (dorade dorée), sont devenues rares et les pêcheurs ont été interdits d'accès à la zone que nous appelons Diatara. Si nous n'avons plus le droit de pêcher dans cette zone, quel est l'intérêt de monter dans nos bateaux?

Ceux qui s'aventurent vers la côte mauritanienne sont souvent arrêtés par les patrouilles mauritaniennes et se voient confisquer leur matériel de pêche

Les principales victimes sont donc les petites pirogues, pourtant à l'origine de nos pratiques de pêche. Les petites pirogues sont ce qui a finalement donné naissance aux plus grands bateaux de pêche. Tout a commencé avec elles.

Le secteur de la pêche est une source importante d'emplois. Les gens viennent de partout pour travailler dans la pêche ici, même les gens pour qui l'agriculture n'est plus une option viable. La situation actuelle est très préoccupante et pousse nos jeunes à émigrer. Les pêcheurs ont été livrés à eux-mêmes et ne reçoivent absolument aucun soutien. Nous n'avons pas d'alternative à la pêche. »

Fama Sarr travaille dans la transformation du poisson et est secrétaire par intérim du comité local des pêches (CLPA)



« La pêche est une activité très ancienne autour de la Langue de Barbarie, la presqu'île au sud de Saint-Louis, et constitue la richesse de la région. Nous sommes heureux de la découverte de gisements de gaz, mais nous sommes également préoccupés par notre environnement et la gestion de notre écosystème. Nous savons que le gaz ne sera produit que pour une période limitée, pendant 25 à 30 ans. La pêche, en revanche, est une activité durable. C'est pourquoi l'industrie de la pêche ne doit pas être sacrifiée au profit des efforts de production de gaz.

Les examens sismiques du fond océanique ont déjà endommagé l'océan. Les petites pirogues ont été gravement touchées, car la plate-forme de gaz a été construite là où ils attrapent leur poisson. L'interdiction de pêcher près de la plate-forme a donc un impact énorme sur nos activités. BP s'est récemment plaint que des pirogues pêchaient toujours près de la plate-forme. Lors de l'étude d'impact sur l'environnement, ces pêcheurs ont demandé que des brise-vagues soient installés pour arrêter les poissons. De cette façon, ils pourraient se limiter à la pêche dans ces zones. Le premier gaz devrait être produit dans deux mois, et rien ne s'est encore passé.

Le nombre estimé de pirogues à Saint-Louis s'élève à 5 300, bien que ce chiffre date de 2012, lorsque l'État a suspendu l'enregistrement des pirogues à Saint-Louis. Aujourd'hui, ce chiffre a doublé, car les charpentiers continuent de construire de nouvelles pirogues.

Un autre problème que nous avons est la petite zone où la pêche a lieu. La zone qui s'étend de l'estuaire à l'usine BP jusqu'à la frontière sénégal-mauritanienne est beaucoup trop petite pour le nombre de pirogues que nous avons. Cela signifie qu'il y a eu un pic brutal de la migration des pêcheurs vers toutes les autres eaux sénégalaises.

Il faut qu'il y ait des discussions entre le gouvernement et le milieu de la pêche à Saint-Louis. Nous ne savons pas ce qu'il y a dans les contrats et nous exigeons que leur contenu soit rendu public. C'est l'État qui en est

le principal responsable et il doit mettre en place des mesures et des politiques concomitantes pour les communautés touchées. Sinon, il sera difficile pour BP et les communautés locales de coexister.

On parle beaucoup d'indemnisation, mais qui a le droit de la recevoir et qui n'y a pas droit? Est-ce seulement ceux qui possèdent des pirogues ? Qu'en est-il des travailleurs saisonniers?

La loi n° 2019-04 du 1er février 2019 précise comment les collectivités et les entreprises locales doivent être associées au processus d'exploitation des ressources en combustibles fossiles et en tirer profit. Mais les petites et moyennes entreprises existantes seront-elles en mesure de répondre aux normes de BP afin d'obtenir des contrats? Puisque nous sommes les plus touchés par la production de gaz, nous devrions avoir la priorité en termes de répartition des emplois directs et indirects associés au projet. Nous devons renforcer les capacités des jeunes partenaires du projet et les soutenir en réponse à la demande d'entreprises comme BP.

Le rôle des femmes dans l'industrie de la pêche

Les femmes jouent un rôle très important dans l'industrie de la pêche. À Saint-Louis, nous avons quarante sites dédiés à la transformation des produits de la pêche et chaque site emploie au moins deux cents femmes. Parce que la quantité de produits bruts disponibles diminue continuellement, nous transformons tous les produits de la mer possibles. Les difficultés que nous rencontrons comprennent le manque d'organisation, le manque de normes d'hygiène et l'accès restreint aux marchés.

De plus, le travail n'est que saisonnier. La saison de six mois de janvier à juin est suivie de la saison des pluies. Les femmes sont obligées de chercher d'autres possibilités d'emploi, car nous n'avons pas de capacités de stockage. Nous aimerions construire des installations de stockage, afin de pouvoir nous spécialiser davantage et être en mesure d'offrir des produits meilleurs et plus variés pour l'exportation, à la fois vers d'autres pays d'Afrique de l'Ouest et même à l'international »

ⁱ <https://africa24tv.com/le-senegal-envisage-de-produire-25-millions-de-tonnes-de-gaz-par-an-des-2023/#:~:text=Dès 2023%2C le Sénégal produira, millions de tonnes de gaz>

ⁱⁱ <https://afrique.le360.ma/senegal/economie/2022/07/13/38693-senegal-exploitation-du-gaz-et-du-petrole-pres-de-900-milliards-fcfa-de-recettes-attendues-entre/>

ⁱⁱⁱ <https://www.aprapam.org/publication/presse/surexploitation-et-changement-climatique-au-senegal-la-peche-est-en-danger>